

**Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.**  
**du 16 au 30 Avril 2015**  
**n°266**



**Chronique réalisée par Luc de l'Arbre**

**Jeudi 16 avril.**

**Saïd Djinnit favorable au rétablissement «rapide» de la coopération Monusco-FARDC.** L'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu dans les Grands lacs, Saïd Djinnit, a plaidé pour le rétablissement «rapide » de la coopération militaire entre la Monusco et les FARDC. Dans une interview accordée mercredi 15 avril à Radio Okapi, il a insisté sur l'importance de la mission onusienne dans le processus de stabilisation de la RDC.

**Beni : 5 personnes tuées à l'arme blanche.** Cinq civils ont été tués et six autres gravement blessés mercredi 15 avril par des hommes armés qui leur ont tendu une embuscade dans la localité de Matiba, à environ 9 km d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni dans le Nord-Kivu. Une embuscade attribuée aux présumés rebelles ADF.

**Nord-Kivu: environ 30 personnes kidnappées par les FDLR à Rutshuru.** Entre trente et quarante personnes ont été enlevées mercredi à Rwindi dans le territoire de Rutshuru par les combattants hutus rwandais des FDLR, a indiqué jeudi 16 avril le vice-gouverneur du Nord-Kivu. Les otages, qui ont été amenés en brousse, voyageaient à bord d'un véhicule venant de Kibirizi vers Goma, selon des sources locales.

**Katanga: les enseignants de Kabongo réclament leurs salaires de 10 mois.** Plus de 50 enseignants des écoles du territoire de Kabongo (Katanga) séjournent depuis quelques jours à Lubumbashi pour réclamer leurs salaires de dix mois. Ils ont accusé, mercredi 15 avril EcoBank et Caritas Congo de détenir leurs salaires. Selon le délégué de ces enseignants, Linda Panda, leurs réclamations sont restées sans suite depuis le mois de mai 2014. Elle accuse également Caritas Congo de n'avoir pas donné une suite favorable à leur réclamation après avoir pris la relève d'EcoBank en octobre 2014 pour assurer leur paie.

**Ituri: 5 morts lors des attaques des Mai-Mai à Mambasa.** Cinq personnes ont été tuées, d'autres enlevées, cinq femmes violées et plusieurs biens pillés lors des attaques perpétrées par un groupe de Mai-Mai Simba depuis dimanche dernier dans certaines localités en territoire de Mambasa (Province Orientale). Selon certains rescapés joints au téléphone mercredi 15 avril par Radio Okapi, ces miliciens s'attaquent aux civils en représailles aux opérations militaires qui ont été menées il y a deux semaines par les FARDC dans cette zone.

**Elections provinciales: début de la réception des candidatures à Mbandaka.** L'opération de réception des candidatures aux élections provinciales a connu, mercredi 15 avril, un début timide à Mbandaka (Equateur). Pour la première journée, huit candidats ont retiré leurs formulaires malgré la sensibilisation que la Ceni a organisée en faveur des partis politiques pour faciliter cette opération prévue jusqu'au 5 mai prochain.

**RDC: levée de la suspension du commerce des espèces en voie d'extinction.** La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a annoncé mercredi 15 avril la levée de la suspension de la RDC du commerce de ces espèces. Kinshasa avait été suspendu depuis le 19 mars pour n'avoir pas transmis à temps le rapport relatif au trafic de l'ivoire. Cette levée de suspension fait suite démarches entreprises par le ministère de l'environnement

et conservation de la nature depuis le 5 avril dernier. Le secrétaire général au ministère de l'Environnement et Conservation de la nature, Vincent Kasulu Seya, explique les démarches menées par le ministère de tutelle à ce sujet: «La décision est tombée depuis le 19 mars, où nous avons été informés officiellement par le secrétariat de la convention de CITES basé à Genève. Aussitôt que nous avons reçu l'information, un comité a été mis sur place et a travaillé très rapidement la première mouture qui était confectionné au niveau de la direction de la conservation de la nature.» Le 3 avril, un atelier s'est tenu à ce sujet et a abouti à l'adoption du plan d'action national de l'ivoire. «Et le 5 avril au matin le document a été envoyé au près du secrétariat de la Convention en Suisse à Genève, qui nous a confirmé de la réception», a poursuivi la même source. En outre, la RDC a transmis la liste complète de toutes les ONG internationales, nationales et des secteurs privés comme publics qui ont eu à participer à cette réunion, au secrétariat de la CITES, qui voulait savoir si toutes les parties avaient pris part à la validation du document. Le secrétaire général Kasulu a assuré que toutes les mesures adéquates ont été prises au niveau de la direction de la conservation de la nature pour éviter une nouvelle suspension de la RDC du commerce internationale des espèces en voie d'extinction. (Radio Okapi)

**Beni: 18 morts, bilan revu à la hausse de l'attaque attribuée aux ADF.** Le bilan de nouvelles tueries des civils mercredi 15 avril dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) a été revu à la hausse. La société civile locale fait état de dix-huit morts. Ces chiffres sont confirmés par des sources sécuritaires, qui parlent d'un bilan encore provisoire. L'attaque, attribuée aux rebelles ougandais des ADF, s'est produite à Matiba et Kinzika, localités du secteur de Beni-Mbau.

**Abbé Malumalu: « Ce n'est plus le moment de penser que la Ceni va modifier son calendrier ».** Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Abbé Apollinaire Malumalu a affirmé que le calendrier électoral est exécutoire et opposable à tous. Au cours d'une réunion extraordinaire de l'assemblée plénière qu'il a présidée jeudi 16 avril, il a invité les partis politiques à se préparer déjà à la campagne électorale au lieu de tergiverser sur le calendrier électoral qui ne sera pas modifié.

**Lubumbashi: début de l'opération de paie des décomptes finals des agents de la Gécamines.** La Gécamines a lancé, jeudi 16 avril, l'opération de paie des décomptes finals à ses 200 agents sur les 800 éligibles à la retraite, à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Cette entreprise a débloqué une enveloppe de 3 500 000 dollars américains pour payer cette première vague de retraités.

**RDC : le bateau ITB Kokolo a quitté Kinshasa pour Kisangani.** Le premier convoi du bateau ITB Kokolo rénové de l'ex-Onatra a quitté Kinshasa jeudi 16 avril pour Kisangani. Avec près de deux cents passagers et plus de trente tonnes de marchandises, ce navire va non seulement parcourir 1734kilomètres du fleuve Congo pendant deux semaines, mais aussi desservir quatre provinces : Kinshasa, Bandundu, Equateur et la Province Orientale.

**Arrestation des activistes de Lucha : « répression de la liberté d'expression », selon HRW.** Human Right Watch qualifie l'incarcération de quatre jeunes du mouvement Lutte pour le changement (Lucha) dans la prison Munzenze à Goma au Nord-Kivu « de répression de la liberté d'expression ». Dans un communiqué publié jeudi 16 avril, cette organisation internationale de défense des droits de l'homme dénonce le mauvais traitement que subissent déjà ces jeunes gens.

**RDC : l'Eglise catholique lance un projet d'observation électorale.** La Commission épiscopale « Justice et paix » a lancé jeudi 16 avril le projet d'observation électorale dénommé en lingala « Bokengi bwa maponomi, BBM ». Cette initiative consiste à aider à la construction d'un état de droit et renforcer les capacités de l'Eglise à observer les élections dans les normes internationales de transparence et crédibilité, a affirmé le président de cette structure nationale de l'Eglise catholique, Mgr Fridolin Ambongo. « Contribuer à l'émergence d'un Etat de droit, c'est aussi aider le peuple congolais à comprendre que la voie du salut de la nation est à chercher dans la construction et la consolidation d'une démocratie participative », a indiqué le prélat catholique, qui appelle aussi à la tolérance et à l'ouverture d'esprit de tous les congolais. Le projet BBM va durer deux ans et est évalué à environ un million de dollars américains. Il bénéficie de l'appui de l'agence américaine de développement international USAID, afin de « corriger les faiblesses observées en 2011 ». Pour sa part, l'ambassadeur américain à Kinshasa, James Swan, a indiqué que l'appui du gouvernement américain au processus s'explique par la volonté de voir le pays bénéficiaire des élections crédibles de 2015 et 2016. (Radio Okapi)

**Vendredi 17 avril.**

**L'ambassadeur de la RDC en Afrique du Sud condamne les violences xénophobes à Durban.** L'ambassadeur de la RDC en Afrique du Sud, Bene Poko, condamne les exactions contre les étrangers dans la ville de Durban. Dans une interview accordée jeudi 16 avril à Radio Okapi, il a déploré la passivité de la police face à ces atrocités, qui selon lui, n'ont pas leurs raisons d'être. « J'ai eu des conversations avec la police. Ce que je n'ai pas compris, ce que quand il y a des attaques, les policiers sont là comme des spectateurs. Ils n'interviennent pas », a affirmé Bene Poko. C'est depuis environ deux semaines que des violences contre des étrangers sont enregistrées dans la ville de Durban en Afrique du Sud. Les nationaux accusent les immigrés d'être à la base du chômage et de la hausse du taux de criminalité. Le bilan officiel fait état de six morts, selon RFI. Entre temps, le président Jacob Zuma, appelle au calme et à la fin des attaques xénophobes. Les Congolais résidant dans la ville de Durban ne sont pas épargnés par ces actes de violence. D'après des témoignages en provenance d'Afrique du Sud, des jeunes zoulous tabassent les ressortissants d'autres communautés africaines, saccagent leurs biens et leurs commerces. Plusieurs Congolais restent terrés chez eux et ne savent plus vaquer à leurs occupations quotidiennes. (Radio Okapi)

**Elections provinciales: pas d'engouement pour le dépôt des candidatures à Bunia.** Au deuxième jour de l'opération de dépôt des candidatures pour les élections provinciales, jeudi 16 avril, il n'y a pas eu d'engouement aux bureaux de réception et de traitement des candidatures de l'Ituri dans la Province Orientale. Selon le secrétariat exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), cette situation est due au fait que de nombreux candidats n'ont pas encore obtenu le mandat de leurs formations politiques. D'autre part, il y a des candidats qui remettent en cause le montant de 500 000 francs congolais (543 dollars américains) fixé pour la caution pour ce scrutin.

**RDC: le Fonds social annonce le démarrage effectif du projet «STEP».** Le Fonds social de la RDC annonce le démarrage effectif du projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP). Cette structure a fait cette annonce, jeudi 16 avril, lors de la signature d'un contrat de service de consultant avec le Groupe d'études et d'interventions (GEI).

**Ituri: des humanitaires sous menaces de la FRPI à Walendu Bindu.** Des ONG internationales discutent depuis jeudi 16 avril, autour du Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), sur la question de poursuivre ou pas leurs assistantes dans la chefferie de Walendu Bindu, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Ces discussions font suite de la détérioration de la situation sécuritaire dans cette partie de la Province Orientale qui compte des milliers de déplacés de guerre.

**Mbuji-Mayi: les autorités urbaines appelées à combattre l'insécurité.** Des ONG de défense des droits de l'homme œuvrant à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) invitent les autorités de cette ville à tout mettre en œuvre pour stopper la montée de l'insécurité. Ces structures ont lancé leur appel dans un communiqué publié mardi 14 avril dans la capitale provinciale du Kasaï-Oriental. Ces ONG dénoncent l'indifférence des autorités urbaines de Mbuji-Mayi face à ce regain d'insécurité. En réaction, le maire de Mbuji-Mayi, Jean-Paul Ntambwa Kasanzu, reconnaît des cas de vol, voire de viol et autres perpétrés dans son entité. Il estime toutefois que la lutte contre le banditisme urbain devrait être l'affaire non seulement des autorités, mais également de tout citoyen.

**Kinshasa: la publicité des tradi-praticiens interdite de diffusion dans les médias.** Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) interdit toute publicité sur l'art de guérir et sur les produits des tradi-praticiens sur les médias congolais. L'organe de régulation des médias de la RDC a annoncé cette décision, jeudi 16 avril, au cours d'une rencontre entre son bureau, les tradi-praticiens ainsi que les directeurs des programmes de certains médias de Kinshasa.

**Katanga: regain de criminalité à Kongolo.** La société civile de Kongolo a dénoncé, vendredi 17 avril, la montée de la criminalité dans cette cité de la province du Katanga, où deux cas de vols armés sont enregistrés depuis début avril. Le dernier cas en date de la nuit du 13 au 14 avril, où de nombreux voleurs avaient fait irruption dans la résidence d'un certain nommé Digital, habitant au centre-ville de Kongolo.

**RDC : Martin Kobler condamne de nouvelles attaques de Beni.** Le patron de la Monusco, Martin Kobler, condamne fermement les attaques meurtrières perpétrées, il y a deux jours, dans la localité de Matiba, en territoire de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Dans une déclaration faite jeudi 16 avril, il a condamné la mort de dix-huit personnes.

**Les Etats-Unis préoccupés par la détention prolongée des activistes de la démocratie.** Le gouvernement américain s'inquiète de la détention prolongée des activistes congolais de la démocratie

à Kinshasa et à Goma. Dans un communiqué publié vendredi 17 avril, le porte-parole intérimaire du département d'Etat américain, Marie Harf, se plaint du fait que ces jeunes sont détenus sans être inculpés et ne bénéficient pas du concours d'un avocat.

**Katanga : 21 000 USD collectés en faveur de Jean-Claude Muyambo et Vano Kiboko.** Les associations Sempya et Lwanzo Lwa Mikuba ont réuni vingt et un mille huit cent dollars américains en faveur de Jean-Claude Muyambo et Vano Kiboko, au cours d'un dîner de collecte de fonds organisé jeudi 16 avril au Katanga. Les deux bénéficiaires sont détenus à Kinshasa depuis près de 4 mois. Ces associations comptent, par cette collecte, faire entendre également leurs voix pour que les autorités congolaises reviennent sur leur décision pour que les deux notables Katangais soient libérés. Le président de la Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (Scode), Jean-Claude Muyambo souffre d'une fracture polytraumatique. Les os de son pied gauche ont été broyés lors de son arrestation et risque d'avoir une jambe amputée. Du son côté, Lambert Mende, porte-parole du gouvernement congolais, indique que ces associations se sont adressées à la mauvaise personne. L'affaire Muyambo et Vano Kiboko est aux mains de la justice et la détention est toujours une disposition du parquet. Jean-Claude Muyambo est écroué à la prison centrale de Makala depuis le 20 janvier. Sa détention a été prolongée de 30 jours le 12 mars dernier sur décision du parquet général de République. Vano Kiboko, le président de l'association socio-culturelle Lwanzo Lwa Mikuba est quant à lui inculpé d'incitation à la haine tribale et de troubler l'ordre public au Katanga. C'est depuis le 29 décembre dernier qu'il a été arrêté puis écroué à la même prison. (Radio Okapi)

**RDC : les élections se tiendront dans le délai, assure Boshab.** Les élections en République démocratique du Congo se tiendront dans le délai, a assuré vendredi 17 avril le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boshab. Il a aussi souligné la mise en place effective des nouvelles provinces, lors de sa réponse à la question orale avec débat du député Christophe Lutundula. Ce dernier s'interrogeait sur la tenue effective de ces deux opérations dans le délai.

**Samedi 18 avril.**

**Violences à Durban: l'Afrique du Sud présente des excuses aux Congolais.** L'ambassadeur de l'Afrique du Sud en RDC, N'tsiki Mashimbye, présente des excuses aux Congolais victimes des actes « barbares » à Durban, ville située à 615 km de Pretoria (Afrique du Sud). Le diplomate sud-africain l'a fait, vendredi 17 avril, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

**Kisangani: ouverture du procès de 17 présumés bandits jugés en chambre foraine.** Le Tribunal militaire de garnison de Kisangani-Tshopo a entamé, vendredi 17 avril, le procès de dix-sept présumés criminels en chambre foraine, en présence des autorités urbaines et une foule nombreuse.. Ils sont au nombre de 17, repartis en trois groupes conformément à la nature de leurs infractions. Le premier groupe compte 11 présumés, poursuivis pour association de malfaiteurs, terrorisme et assassinats, vol qualifié, extorsion, détention illégale des armes de guerre. Le deuxième groupe est composé de cinq personnes tandis que le troisième groupe n'a qu'un seul prévenu, tous accusés d'associations de malfaiteurs, homicide volontaire et vol qualifié. Selon le ministère public, ces prévenus, arrêtés depuis janvier dernier, font partie de personnes qui avaient terrorisé la ville de Kisangani entre septembre 2014 et janvier 2015. Une terreur orchestrée par des vols armés et suivie de morts d'hommes. (Radio Okapi)

**Kalemie: une dizaine de cas d'assassinats répertoriés en un mois.** La société civile du Tanganyika a recensé une dizaine de cas de meurtres en l'espace d'un mois dans la ville de Kalemie, située à 300 km de Lubumbashi (Katanga). Selon cette structure, le dernier cas a été perpétré jeudi 16 avril, où un motocycliste a été tué à coups de couteau par son client qui tentait de lui arracher sa moto.

**Equateur: un journaliste décapité à Monkoto.** Le journaliste Soleil Balanga a été décapité, jeudi 16 avril, par un certain Musa, fils du superviseur de l'hôpital général de référence de Monkoto, dans le district de la Tshuapa (Equateur). Selon la société civile locale, le meurtrier lui reprochait d'avoir publié, un jour avant, l'information sur l'affectation du nouveau médecin chef de la zone de santé de Monkoto. Une vive tension a eu lieu, mercredi 15 avril, dans cette cité après que l'autorité provinciale de l'Equateur a rendu publique la décision d'affectation du nouveau médecin chef à la zone de santé de Monkoto. Deux camps se sont créés à l'Hôpital général de référence de Monkoto depuis l'annonce du nouveau directeur de la zone de santé de Monkoto. Ceux qui soutiennent le nouveau promu et l'ancien médecin chef de zone de santé se sont affrontés. La décision de la nomination du nouveau directeur de cette zone de santé a été sanctionnée par une lettre du nouveau chef de Division du district de santé de la Tshuapa. Pour éviter une nouvelle escalade de violences à Monkoto, le ministre provincial de la Santé de l'Equateur a décidé de surseoir cette nouvelle affectation. (Radio Okapi)

**RDC: la Ceni annonce la mise sur pied d'un système de transmission rapide des résultats.** Le conseiller principal du président de la Commission électorale nationale indépendante, Délion Kimbulungu annonce la mise en place d'un système de transmission rapide des résultats électoraux. Il a fait cette annonce, vendredi 17 avril, à l'occasion de la tribune d'expression populaire organisé par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) à Kinshasa. Délion Kimbulungu a également réaffirmé la volonté de la Ceni de poursuivre sans désespérer le calendrier électoral qualifié de consensuel. Ce conseiller de Malumalu a par ailleurs annoncé l'arrivée à Kinshasa d'une mission d'audit du fichier électoral de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). (Radio Okapi)

**Elections provinciales: retrait timide des formulaires au Kasai-Oriental.** Le retrait des formulaires pour les élections provinciales se fait de manière timide au Kasai-Oriental. En quatre jours, seuls 18 candidats ont retiré les formulaires aux bureaux de réception et traitement des candidatures dont 14 à Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Kasai Oriental, Marie-José Kapinda a livré ces statistiques, samedi 18 avril, dans un entretien accordé à Radio Okapi.

### **Dimanche 19 avril.**

**RDC: lancement des commissions d'installation de nouvelles provinces.** Les travaux des commissions chargées de l'installation de nouvelles provinces de la RDC ont été lancés samedi 18 avril à Kinshasa. Les membres de ces commissions, nommés depuis lundi dernier par un décret du Premier ministre, ont été présentés au public ce dimanche lors d'une cérémonie présidée par Evariste Boshab, vice-premier ministre chargé de l'Intérieur et Sécurité. Ils sont au total quatre-vingt-dix membres qui forment six commissions d'installation de nouvelles provinces. Chaque commission compte quinze membres dirigés par un haut fonctionnaire de l'Etat, actif ou honoraire, qui jouit d'une expérience éprouvée en matière administrative et de la chose publique. Ces commissions vont travailler pendant trente jours. Ils feront le rapport final devant les six assemblées des provinces démembrées. Il s'agit du (de) : Bandundu, l'Equateur, Kasai-Occidental, Kasai-Oriental, Katanga, la Province Orientale. D'après le décret du Premier ministre, les actuelles assemblées provinciales ne pourront que prendre acte du rapport final de ces commissions, sans débat. Evariste Boshab, qui se dit confiant sur les travaux d'installation de nouvelles provinces, rappelle aux commissions sur quoi elles devront s'atteler : «L'essentiel de votre mission est d'établir l'état des lieux de votre province, d'en dresser l'actif et le passif et d'en proposer une répartition harmonieuse du patrimoine ainsi que des ressources humaines et financières.» D'après le secrétaire général du gouvernement, c'est à partir de 30 juin que les nouvelles provinces devront effectivement entrer en fonction avec de nouveaux gouverneurs qui seront élus par les actuels députés provinciaux arrivés fin mandat. Il s'agit d'une disposition provisoire, a-t-il indiqué, en attendant les élections des gouverneurs des vingt-six provinces, prévues au mois de février 2016 sur le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante. **«Ce qui était un rêve est devenu une réalité».** Présent à la cérémonie de présentation des membres de ces commissions d'installation de nouvelles provinces, le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, se dit content de vivre le démembrement de sa province. Pour lui, son nom entre dans l'histoire pour avoir géré le Kasai-Oriental dans sa configuration actuelle, jusqu'à l'avènement de futures provinces. (Radio Okapi)

**Tshopo: plaidoyer pour l'élection des dirigeants intègres.** Les dirigeants de la future province de la Tshopo devront répondre aux critères notamment de compétence et d'intégrité. Il s'agit de l'essentiel des recommandations, rendues publiques vendredi 17 avril à Kisanagni, du forum pour le développement et l'émergence de cette nouvelle entité. Ces assises ont réuni plus de deux mille participants.

**Nord-Kivu: les FDLR sèment la terreur à Tama et Itala.** Malgré les opérations lancées contre les FDLR, l'activisme de ces rebelles continue de semer la peur dans les groupements de Tama et Itala situé au sud-ouest du territoire de Lubero au Nord-Kivu. Les habitants des deux contrées vivent au quotidien les affres de ce groupe armé, qui multiplie des tueries, viols, incendies des maisons, vols, pillages ainsi que des enlèvements.

**RDC: deux présumés rebelles des ADF arrêtés à Beni.** Deux présumés rebelles ougandais des ADF ont été arrêtés dimanche 19 avril dans deux quartiers situés aux alentours de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources sécuritaires, ces présumés ADF ont fait des révélations accablantes sur les derniers massacres des civiles à Beni. L'un d'eux a fait état d'un réseau de ravitaillement des ADF, qui serait piloté par un officier supérieur des FARDC. La première arrestation est intervenue dimanche aux environs de 8 heures locales. Un présumé rebelle ougandais des ADF a été appréhendé par les forces de défense et de sécurité à Pasisi, un quartier de la commune de Mulekera situé à l'entrée Sud-Ouest de Beni. Plus de 100 personnes avaient en effet été tuées jeudi 20 novembre 2014 dans les villages de Masulukwede, Tepiomba et Vemba. D'après la même source, toujours dans son audition,

ce présumé ADF a fait une dénonciation accablante: la complicité d'un officier supérieur des FARDC, qui serait à la tête d'un réseau de ravitaillement des ADF. La deuxième arrestation est intervenue en début d'après-midi au quartier Ngadi dans la commune de Rwenzori. C'est là que les FARDC ont arrêté également un présumé ADF, qui venait de s'infiltrer dans la ville. Des sources militaires parlent d'un rebelle qui avoue l'existence d'un groupe des ADF aux alentours de Beni pour commettre les massacres des civils. Pour l'instant ces deux personnes sont détenues par les services de sécurité à Beni. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu: 7 otages des ADF libérés par les FARDC à Oïcha.** Les FARDC ont libéré samedi 18 avril sept otages des rebelles ougandais des ADF à Oïcha dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette libération, intervenue après un assaut contre les ADF, a été saluée par la population et la société civile locales. Les sept personnes habitent le quartier Mbimbi au sud d'Oïcha. Elles avaient été enlevées vendredi vers 22 heures locales. Le commandant des opérations Sokola, Charles Muhindo, a salué à cet effet la collaboration de la population qui, selon lui, a rendu cette action possible. (Radio Okapi)

**Province Orientales: les miliciens de la FRPI appelés à déposer les armes.** Les notables de la collectivité de Walendu Bindi au sud d'Irumu lance un appel aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de déposer les armes. Ils demandent aussi à la population de cette entité de se désolidariser de ces miliciens pour le rétablissement d'une paix durable dans cette zone, longtemps meurtrie par les conflits armés. Ces notables ont formulé cette recommandation en vendredi 17 avril suite à une série d'attaques de miliciens enregistrées cette semaine contre les civils. De son côté, le leader de la FRPI accuse les FARDC d'être à la base de l'échec du processus de paix qui était déclenché.

**Lundi 20 avril.**

**Fosse commune de Maluku: Evariste Boshab visé par une motion de défiance.** Une motion de défiance déposée au bureau de l'Assemblée nationale contre le vice-premier ministre chargé de l'Intérieur, Evariste Boshab, a atteint dimanche 19 avril soixante-et-une signatures. Les signataires demandent le départ d'Evariste Boshab du gouvernement. Ils lui reprochent l'enterrement massif le 19 mars dernier de 421 Congolais dans des conditions qu'ils jugent inhumaines.

**Elections provinciales en RDC : comment se préparent les grands partis.** Cinq jours après l'ouverture du dépôt des candidatures aux provinciales, peu de partis ont présenté de candidats. A Kinshasa, les grands partis, ceux qui disposent d'une assise nationale, semblent trainer les pieds. Radio Okapi les a rencontrés. Ils ont expliqué dimanche 19 avril leurs stratégies. Au Mouvement de libération du Congo (MLC), le chargé du processus électoral indique que ce sont les mandataires du parti accrédités à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui vont déposer les dossiers de tous leurs candidats à la députation provinciale. Désiré Mbonzi wa Mbonzi affirme que les candidatures sont en train d'être sélectionnées. Elles seront harmonisées et la question de caution devra être réglée avant le dépôt, précise-t-il. Au PPRD, le parti présidentiel, les cadres se sont réunis jeudi dernier à Kinshasa pour choisir deux mandataires par territoire. Ces derniers iront déposer eux-mêmes leurs candidatures aux différents Bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC) de la Ceni. Gaspard Kabongo, le secrétaire national-adjoint en charge du processus électoral au PPRD, précise tout de même que le parti compte organiser d'abord un mini-congrès pour valider les candidatures avant le dépôt. L'UNC de Vital Kamerhe regrette que la Commission électorale ait refusé de prendre en compte la proposition d'un calendrier électoral consensuel. Malgré cela, le chargé de communication du parti déclare que les secrétaires fédéraux sont en train de rassembler les candidatures, et que la direction du parti s'appête à lever l'option sur la caution. A l'UDPS d'Etienne Tshisekedi, en revanche, le langage est ambigu sur les préparatifs des élections provinciales. Son secrétaire général a déclaré samedi dernier au cours d'un rassemblement populaire que l'UDPS opte pour un schéma de dialogue entre les acteurs politiques avant de penser aux échéances électorales. Le parti regrette que le président de la Ceni n'ait pas pris en compte la dimension de ce dialogue mentionné, selon l'UDPS, dans la résolution 2211 du conseil de sécurité de Nations Unies. (Radio Okapi)

**Kisangani: hausse des prix de produits alimentaires.** Les prix des denrées alimentaires, venant de l'Est de la Province Orientale, ont pris de l'ascenseur depuis deux semaines sur le marché de la ville de Kisangani, chef-lieu de la province. Certains produits connaissent l'augmentation de plus de 200% comme la pomme de terre dont le kilo est passé de 1 000 francs congolais (1,9 dollars américain) à 2 500 francs congolais (2,72 USD).

**Nord-Kivu: les habitants de Karangara et Rukorwe fuient l'incursion des FDLR.** Les habitants de Karangara et Rukorwe, en territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu) ont fui leurs villages, dimanche

19 avril, à la suite de l'incursion des rebelles FDLR. Selon la société civile locale, ces assaillants n'ont pas causé de pertes en vies humaines mais ont juste tiré des balles en l'air, créant ainsi la panique au sein de la population ces deux villages.

**Katanga: environ 15 000 déplacés vivent dans le dénuement à Nyunzu.** Environ 15 000 déplacés vivent dans le dénuement total dans le territoire de Nyunzu, situé à 190 km à l'Ouest de Kalemie (Katanga). Un reporter de Radio Okapi l'a constaté, le week-end dernier, au terme d'une mission effectuée avec la MONUSCO dans ce coin du Katanga, où la situation des populations déplacées est préoccupante.

**RDC: l'ancien député Ernest Kyaviro transféré à la prison centrale de Makala.** L'ancien député national et ancien secrétaire général du RCD-KML, Ernest-Louis Kyaviro a été transféré, samedi 18 avril, à la prison centrale de Makala, à Kinshasa. Son avocat, Me Arsène Mabalumbuya, confirme à Radio Okapi que son client a été entendu par l'avocat-général auprès de la Cour d'Appel de Kinshasa-Gombe où son dossier se trouve présentement. Devant cette cour, Ernest Kyaviro est notamment poursuivi pour atteinte à la sûreté de l'Etat, incitation à la désobéissance civile et rébellion. «Je voulais faire remarquer qu'il a fait 87 jours à avant d'être transféré devant le parquet, où il a été entendu par un avocat général auprès de la Cour d'appel de Kinshasa. On lui reproche trois griefs », a indiqué Me Mabalumbuya. Ernest Kyaviro avait été arrêté en janvier dernier à Goma (Nord-Kivu) lors des manifestations contre la loi électorale. (Radio Okapi)

**RDC : l'opposition conditionne sa participation aux élections provinciales.** Plusieurs partis, regroupements politiques et groupes parlementaires de l'opposition conditionnent leurs participations aux élections provinciales dont le dépôt des candidatures a débuté le 15 avril dernier. Dans une déclaration faite lundi 20 avril à Kinshasa, ils disent attendre « des assurances de la Commission électorale nationale indépendante [Ceni] » avant de s'engager à ce processus. « Dans le souci de contribuer efficacement à un processus électoral inclusif et apaisé, nous avons saisi la Ceni vendredi 16 avril courant pour une rencontre ultime. Celle-ci nous permettra d'obtenir des assurances sur les pré-requis avant de nous engager dans le processus de dépôt des candidatures », a affirmé le modérateur de l'opposition, Martin Fayulu. Pour l'opposition politique, la situation politique est délétère en RDC et caractérisée, aux dires de Fayulu, par « un processus électoral hypothétique, l'installation improvisée et dangereuse des nouvelles provinces ». Avant de se prononcer, Martin Fayulu fait savoir qu'il faut d'abord attendre l'issue de la rencontre sollicitée avec la Ceni pour se déterminer. **Le président de l'ATD, José Makila, parle de ces pré-requis :** « La Ceni avait demandé 45 millions de dollars mais jusqu'à présent on leur a remis 5 millions et elle a refusé. La Ceni n'a pas d'argent pour organiser les élections au jour d'aujourd'hui. De deux, pour les élections locales et municipales, on n'a pas encore délimité les villes. Parce qu'on aura des mairies. Je vous donne l'exemple de Gemena chez moi, c'est une mairie. Mais il n'y a pas une délimitation. Donc la loi n'est pas encore sortie ». L'Opposition exige également une enquête internationale et indépendante sur ce qu'elle qualifie de fosse commune de Maluku avec exhumation des corps et prise d'ADN. (Radio Okapi)

**Rutshuru : accusé d'enlèvement, le prévenu « Manotti » promet de dénoncer tout le réseau.** Le procès de Jean-Emmanuel Biritsho, alias « Manoti » et ses co-prévenus s'est poursuivi lundi 20 avril au tribunal militaire de garnison au Nord-Kivu. Ils sont poursuivis pour extorsion, enlèvement, vol des effets militaires, association des malfaiteurs, détention illégale d'armes ou munitions de guerre. Dans sa déposition, le principal accusé est passé aux aveux et promet au tribunal de citer d'autres personnes impliquées dans le réseau qu'il contrôlait et qui est toujours actif sur le terrain.

**Traque des ADF : les FARDC affirment avoir le contrôle de Mayongose.** Les Forces armées de la RDC affirment avoir pris depuis dimanche 19 avril le contrôle de toute la zone de Mayongose et ses environs, une agglomération située dans le Parc national de Virunga, à une vingtaine de kilomètres au Nord-Est de Beni (Nord-Kivu). L'information a été livrée par le commandant de l'opération de la traque contre les rebelles ougandais de l'ADF (Sokola 1), Le général Muhindo Akili Mundosi.

**Mardi 21 avril.**

**RDC : le Sénat adopte la loi sur le statut des chefs coutumiers.** Le sénat a adopté lundi 20 avril le rapport de la commission Politique, administrative et juridique (PAJ) sur la loi portant statut des chefs coutumiers. Ce texte vient reconnaître l'autorité coutumière, sur laquelle se basent l'identité culturelle et les valeurs traditionnelles morales congolaises. La plénière a accordé un délai d'une semaine à cette commission pour l'insertion des amendements et le toilettage du texte.

**Ituri: les FARDC tuent 3 miliciens de la FRPI à Walendu Bindi.** Trois miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont été tués et une dizaine d'autres blessés lors d'une attaque des FARDC contre leur position dimanche 19 avril à Muhani, chefferie de Walendu Bindi dans le territoire d'Irumu. Selon des autorités militaires, les miliciens avaient installé leur position dans ce village dans le but de bien coordonner les attaques contre certains villages dans la région. Ces autorités affirment que des opérations militaires sont en cours pour démanteler les positions des miliciens.

**Violences sexuelles: le parquet de Kamina accusé d'entretenir l'impunité.** L'ONG Institut congolais de formation et d'alphabétisation pour la promotion des droits de l'Homme accuse le Parquet près le tribunal de grande instance de Kamina (Katanga) d'entretenir l'impunité en matière de viol. Le président de cette structure, Johnny Ndaya, a cité lundi 20 avril le cas d'un homme soupçonné de viol sur une fille quatre ans mais circule librement.

**Finances des 26 provinces: Muzito préconise le vote de la loi sur la Caisse de péréquation.** L'ex-Premier ministre Adolphe Muzito appelle le Parlement à voter la loi sur la Caisse de péréquation pour une bonne gestion financière des 26 nouvelles provinces. Il a fait cet appel, lundi 20 avril, dans une réflexion sur le découpage territorial dont une copie est parvenue à Radio Okapi. Dans sa réflexion intitulée : «La RDC, faillite de l'Etat, la vérité en chiffres», Adolphe Muzito redoute que les nouvelles provinces qui seront issues du démembrement des provinces actuelles et des élections locales ne soient pas en mesure de supporter leurs dépenses courantes. L'ex-Premier ministre fait remarquer qu'en répartissant le crédit de fonctionnement actuel entre les 26 provinces, il y aura impasse qui impliquera le déficit de toutes les nouvelles provinces hormis l'Ituri et le Haut-Katanga. «La RDC est un Etat en faillite non déclaré depuis son accession à l'indépendance. Le pays a du retard historique à rattraper économiquement parlant», a encore estimé Adolphe Muzito. Pour pallier aux éventuels déficits financiers de nouvelles provinces, il préconise que le Parlement vote la loi sur la Caisse de péréquation dont les fonds seront dégagés de manière exceptionnelle pour faire tourner ces nouvelles entités. Le gouvernement a lancé, le week-end dernier, les travaux des commissions qui devront procéder à l'installation de nouvelles provinces démembrées. Ces commissions ont trente jours de travail qui sera sanctionné par un rapport final à présenter devant les assemblées provinciales des provinces démembrées. Pour le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab le processus d'installation de nouvelles provinces n'aura aucune incidence sur les élections. Cependant dans l'opposition, on continue à déplorer la précipitation dans le programme du gouvernement. (Radio Okapi)

**Kinshasa: plus de 300 journaliers réclament des CDI à la Snel.** Plus de 300 journaliers réclament des contrats à durée indéterminée auprès de la Société nationale d'électricité (Snel), où ils disent avoir travaillé pendant plus de 3 ans pour certains et plus de 10 ans d'autres. Dans une correspondance adressée le week-end dernier au Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, l'avocat conseil de ces agents, Me Ebene Bongelo-wa-Boppenda, sollicite l'implication du gouvernement pour que ses clients obtiennent gain de cause.

**Le bateau ITB Kokolo est arrivé à Mbandaka.** L'ITB Kokolo est arrivé mardi 21 avril à Mbandaka (Equateur), quatre jours après son départ de Kinshasa. Une grande cérémonie a été organisée au port public de la ville pour célébrer l'évènement. Elle a été présidée par le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba, à la tête d'une grande délégation venue de Kinshasa. Pendant ce temps, les préparatifs vont bon train à Kisangani, où le bateau devra accoster dans une dizaine de jours.

**Goma : des coups de feu entendus aux prisons de Munzenze et Lubero.** Des coups de feu ont été entendus mardi 21 avril dans la matinée aux prisons centrales de Munzenze à Goma et de Lubero au Nord-Kivu. Les détenus se sont soulevés parce qu'ils n'ont pas de quoi manger depuis quatre jours.

**RDC : l'UDPS participera aux provinciales mais pose des préalables pour la présidentielle.** L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) participera officiellement aux élections provinciales. Félix Tshisekedi a officiellement annoncé la position du parti de l'opposant Etienne Tshisekedi, mardi 21 avril au cours d'un meeting organisé à Goma au Nord-Kivu. Dans une déclaration faite lundi 20 avril, plusieurs partis, regroupements politiques et groupes parlementaires de l'opposition ont conditionné leurs participations aux élections provinciales. Pour eux, la situation politique est délétère en République démocratique du Congo et caractérisée, aux dires de Fayulu, par « un processus électoral hypothétique, l'installation improvisée et dangereuse des nouvelles provinces ». (Radio Okapi)

**Processus électoral: Jean-Michel Dumond recommande le dialogue.** L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Michel Dumond recommande le dialogue pour la réussite du processus électoral en RDC. Il a lancé son appel, lundi 20 avril, au cours de la pose de la première pierre des



trois bâtiments devant abriter les institutions provinciales au Nord-Kivu. Le diplomate européen a plaidé pour que le dialogue entre acteurs politiques et sociaux se déroule dans un climat apaisé permettant un débat serein où l'exercice de liberté d'expression est protégé. Il a souhaité que l'espace politique congolais puisse garantir les libertés de manifestations et d'informations ainsi que l'indépendance et l'impartialité de la justice. Pour Jean-Michel Dumond, la RDC a fait un pas en avant avec la publication du calendrier électoral global, publié par la Ceni en mars dernier. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu: le gouverneur Marcellin Cishambo visé par une motion de censure.** Vingt députés provinciaux ont déposé, lundi 20 avril, une motion de censure contre le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo. Ce dernier est invité à se présenter le vendredi prochain à l'hémicycle provincial pour répondre aux griefs retenus à sa charge. Les députés provinciaux signataires de cette motion sur les 36 inscrits accusent le gouverneur du Sud-Kivu de mauvaise gouvernance.

**Kasaï-Oriental: deux morts suite à un conflit de pouvoir à Lubefu.** La tension est vive depuis dimanche 19 avril dans le groupement de Longonya Dive, territoire de Lubefu, district de Sankuru, à environ 500 kilomètres au Nord-Est de Mbuji-Mayi. A la base, un conflit de succession au trône. La police locale donne un bilan provisoire de deux morts et de plusieurs autres personnes blessées. Un groupe de personnes munies d'armes, venu du village Esanga Dive, est arrivé à Longonya Dive. Ces personnes entendaient reprendre le trône laissé par le chef Longonya Tongole, décédé en décembre 2014. Il s'en est suivi un affrontement entre les deux parties.

**RDC : Félix Kabange propose la création d'un ordre national des chirurgiens-dentistes.** Le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi, a déposé, mardi 21 avril à l'Assemblée nationale, le projet de loi portant création d'un ordre national des chirurgiens-dentistes. Pour lui, ce texte va permettre d'exercer le pouvoir disciplinaire sur ce personnel médical, de protéger la population contre le charlatanisme et de limiter la politique de cette profession aux personnes qualifiées.

**Procès Chebeya: la disjonction ou non de Mwilambwe au centre de débat.** Le procès de Floribert Chebeya a repris mardi 21 avril à la Haute Cour militaire à la Prison centrale de Makala de Kinshasa. Au centre du débat: la question de savoir s'il y a lieu de disjoindre ou non le policier fugitif Paul Mwilambwe du procès. Ce procès reprend deux ans après sur la demande du conseil des parties civiles de constituer une commission rogatoire pour entendre le policier à Dakar auprès de la justice sénégalaise. Paul Mwilambwe aurait des révélations troublantes sur l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, anciens défenseurs des droits de l'homme, soutient la défense. Elle souhaite aussi l'exhumation des corps enterrés ces derniers temps dans les tombes communes avec prise d'ADN pour rechercher le corps de Bazana. Mais la défense et le ministère public plaident pour la disjonction de ce prévenu en fuite afin de ne pas tirer le procès en longueur. (Radio Okapi)

**Forêt: plus de 80% d'exploitants artisanaux opèrent dans l'illégalité à l'Equateur.** L'ONG Gashe (Groupe d'appui pour sauver l'homme et son environnement) révèle que plus de 80% d'exploitants artisanaux de travailler dans l'illégalité, d'échapper au contrôle et de recourir à des techniques qui détruisent les écosystèmes, à l'Equateur. Cette structure l'a fait savoir dans son rapport sur la vulgarisation de la législation forestière, publié lundi 20 avril à Mbandaka (Equateur). Ces exploitants artisanaux coupent illégalement les bois surtout le long de rivières et du fleuve Congo, a indiqué l'ONG Gashe lors de la publication lundi des résultats de son projet mené en l'espace d'une année à travers huit territoires de l'Equateur. Le projet consistait à améliorer la gouvernance forestière dans cette province, par le respect des textes législatifs et réglementaires. Barnabé Bongambo, le directeur du projet, indique que les trois résultats attendus de ce projet ont été atteints. Il s'agit d'abord du nombre d'exploitants artisanaux dans l'aire d'intervention, qui est désormais connu: trois cent cinquante. Ensuite, 60% des exploitants artisanaux sont informés sur la légalité dans leur domaine d'intervention, a-t-il précisé. (Radio Okapi)

**Mercredi 22 avril.**

**RDC-Elections : le parti de Pius Muabilu fustige les préalables posés par l'opposition.** Le Congrès national congolais (CNC), un parti membre de la Majorité présidentielle (MP) a reçu avec « amertume et consternation » la déclaration de l'opposition congolaise qui pose des préalables pour participer aux élections locales, municipales et provinciales. Dans un point de presse animé mardi 21 avril à Kinshasa, le parti du député national Pius Muabilu qualifie ce comportement de « gravissime, d'anticonstitutionnel et d'anti-démocratique.

**La route Beni-butembo très délabrée.** Le trafic est devenu difficile sur la route nationale 4, tronçon Beni-Butembo. Cette route d'intérêt économique est devenue presque impraticable à cause de son

mauvais état. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, souhaite une évaluation de l'état des routes de sa province avec le Fonds national d'entretien routier (Foner).

**Lubumbashi: début des travaux de réhabilitation de l'Hôpital Jason Sendwe.** Le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, a lancé mardi 21 avril les travaux de réhabilitation de l'hôpital général de référence Jason Sendwe, à Lubumbashi, chef-lieu de la province. Ces travaux, financés sur fonds propres du gouvernement provincial du Katanga à hauteur de 20 millions de dollars américains, s'étaleront sur une durée de dix-huit mois et seront exécutés par une filiale de l'entreprise Malta Forrest.

**Lubumbashi: des jeunes réfléchissent sur la paix et le développement.** Une centaine de jeunes congolais, sud-africains, zambiens et le kenyans participent depuis lundi 20 avril à Lubumbashi (Katanga) à un colloque dénommé "Université internationale pour la paix et la bonne gouvernance". A l'initiative de l'ONG Mouvement des Jeunes pour la dignité et le développement (MJDD), ce forum de quatre jours développe des thèmes liés à la paix et au développement. Les participants à cette rencontre discutent également d'autres thématiques dont le mandat de la Monusco en RDC et les perspectives d'avenir, l'exploitation commune des richesses frontalières : une voie pour la paix durable ou encore les conflits en RDC : Causes et pistes de solutions. (Radio Okapi)

**Kinshasa: libération de Sylvain Saluseke de Filimbi.** Sylvain Saluseke, l'un des trois activistes congolais de la démocratie appartenant au mouvement «Filimbi» a été relâché, dans la nuit de mardi 21 avril à Kinshasa. Il avait été arrêté et détenu depuis le 15 mars dernier par les services de sécurité pour avoir pris part à une conférence sur la démocratie en RDC. Le gouvernement congolais reprochait aux animateurs de cette conférence de faire la promotion de la violence en RDC.

**RDC: confusion sur la gestion intérimaire de l'Ituri.** Le comité du syndicat des agents et fonctionnaires de l'Etat à Bunia a contesté lundi 21 avril la récente nomination d'Emmanuel Leku comme chef de division unique de l'Ituri pour remplacer Christophe Evi Lago, qui occupe ce poste depuis sa nomination par le chef de l'Etat il y a plus d'une décennie. Les contestataires estiment qu'un arrêté du gouverneur de la Province Orientale, qui a signé ce changement, ne peut pas casser une ordonnance présidentielle. La confusion règne sur la vraie personne qui devra administrer ce district en attendant l'effectivité de la nouvelle province de l'Ituri.

**Kinshasa: toujours pas de reprise du train le train urbain Ouest.** Le train urbain sur la ligne ouest de Kinshasa – entre la gare centrale et Kinsuka – n'est toujours pas mis sur les rails deux ans après son annonce et après la démolition des maisons qui longeaient la voie ferrée. La Société congolaise des transports et des ports (SCTP) a affirmé, mardi 21 avril, toujours attendre un deuxième décaissement par le Gouvernement de l'ordre de 1,3 million dollars américains, soit 50% du coût total.

**Kisangani: environ 885 tombes détruites au cimetière de Segama.** Des jeunes de la commune de Mangobo, à Kisangani (Province Orientale) ont détruit, il y a quelques jours, environ 885 tombes du cimetière de Segama. Le gestionnaire de ce cimetière affirme avoir ordonné cette destruction sur l'ordre de l'Hôtel de ville de Kisangani. Ce que nie le maire de cette ville, Augustin Osumaka qui affirme avoir été absent lors de la destruction de ces tombes.

**Kasaï-Occidental: plaidoyer pour la protection des cimetières.** La Cellule de liaisons parlementaires provinciales, une structure de la société civile, recommande au gouvernement provincial du Kasaï-Occidental de mettre en place une bonne gestion des cimetières dans cette province. Cette organisation a lancé cet appel, mercredi 22 avril au cours d'une tribune d'expression populaire organisée à Kananga, chef-lieu du Kasaï-Occidental.

**RDC-Elections : la Monusco disposée à offrir ses bons offices pour un dialogue.** La Mission des Nations unies en RDC (Monusco) se dit disposée à apporter ses bons offices pour un dialogue dans le cadre du processus électoral en République démocratique du Congo avec la coopération de la Majorité présidentielle et de l'opposition. Le directeur de l'Information publique de la Mission onusienne, Charles Antoine Bambara, l'a affirmé mercredi 22 avril lors de la conférence de presse hebdomadaire de l'Onu à Kinshasa.

**Katanga : les avocats exigent la libération de Muyambo dans « 72 heures ».** L'Ordre des avocats du barreau de Lubumbashi au Katanga lance un ultimatum de 72 heures au Parquet général de la République pour libérer Jean-Claude Muyambo, ancien bâtonnier du Katanga écroué à la prison de Makala, pour qu'il aille se faire soigner à l'étranger. Me Jacques Shesha Bakambe, mandaté par cet Ordre l'a affirmé mercredi 22 avril à la presse.

**Des membres d'un parti politique de la Majorité empêchés de se réunir à Kinshasa.** La police a empêché, mardi 21 avril, des membres du parti politique Eveil pour la conscience, le développement et le travail (ECT) de se rassembler à Kinshasa. Des militants et cadres de ce parti de la Majorité présidentielle (MP) s'apprêtaient à finaliser les listes de leurs candidats aux élections provinciales.

**RDC : Kyungu wa Kumwanza invite Matata Ponyo à déchoir la ministre du Genre.** L'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec), un parti de la Majorité présidentielle, demande au Premier ministre Matata Ponyo de démettre de ses fonctions, la ministre du Genre, Famille et Enfant, Bijoux Mushitu Kat, qui représente ce parti au sein du Gouvernement. L'Unafec indique qu'elle est exclue du parti pour s'être rangée parmi les frondeurs, qui ont démis le président du parti, Gabriel Kyungu wa Kumwanza. C'est ce qui ressort de la déclaration des membres du comité politique de ce parti réunis mardi 21 avril à Lubumbashi en session extraordinaire.

**Shabunda: les enseignants des écoles non conventionnées et protestantes en grève.** Les enseignants des écoles non conventionnées et du réseau d'écoles de l'église protestante de Shabunda-centre (Sud-Kivu) observent, depuis mardi 21 avril, un arrêt de travail. Ils ont pris cette décision pour réclamer les arriérés de salaire de deux mois. Le responsable de la province éducationnelle de Shabunda confirme ce retard de paiement qui s'observe, selon lui, dans tout le pays. Il demande aux enseignants de reprendre les cours en attendant la régularisation de leur situation.

**Nord-Kivu: le parc national des Virunga célèbre ses 90 ans d'âge.** Le parc national des Virunga a fêté mardi 21 avril son 90ème anniversaire. A cette occasion, les partenaires locaux de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ont évalué les valeurs économiques et biologiques de ce site ainsi que des menaces qui pèsent sur ce parc et ses ressources. Ils ont fait cet exercice lors des manifestations organisées à Goma et à Vitshumbi dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Le parc national des Virunga dispose d'une biodiversité exceptionnelle qui lui a valu, depuis 1979, le statut du site du patrimoine mondial de l'Unesco. Les acteurs locaux de la société civile déplorent le fait qu'aujourd'hui, ces valeurs biologiques soient menacées par les populations riveraines, mais aussi par l'Etat congolais. Ces menaces ont poussé l'Unesco à classer ce site depuis 1994 sur la liste du patrimoine mondial en péril. Et en ce jour d'anniversaire, les acteurs locaux plaident pour son sauvetage. «Nous demandons à nos populations de Rutshuru, Masisi, Nyiragongo, Lubero et Beni de cesser de couper les arbres dans le parc, d'y établir des champs de culture ou d'y faire la carbonisation», a déclaré Etienne Muhindo, de la coordination provinciale de la société civile. Ils réitèrent aussi le vœu de voir la RDC privilégier l'économie verte sur le projet d'exploitation pétrolière dans ce parc. Sylvain Nganduli, du comité de pêche des Vitshumbi, demande «que le gouvernement abroge le décret d'autorisation de l'exploitation du pétrole dans le bloc 5 du Rift albertin englobant la majeure partie du parc, y compris le lac Edouard.» Ce 90ème anniversaire du parc national des Virunga a été célébré par une quarantaine d'organisations locales de la société civile représentant les populations riveraines de ce site. (Radio Okapi)

**Jeudi 23 avril.**

**RDC : l'Onu va veiller à la démocratisation de l'espace politique, affirme Ladsous.** Le rôle des Nations unies dans le processus électoral n'est pas seulement logistique mais aussi et surtout veiller à la démocratisation totale de l'espace politique congolais. Le secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, l'a affirmé mercredi 22 avril au cours d'une interview accordée à Radio Okapi.

**RDC : une incursion des militaires étrangers signalée au Nord-Kivu.** Une incursion des militaires étrangers est signalée depuis dimanche dernier tout près des frontières de Bunagana, Bukina et de Rwsa dans les groupements de Buhumba et Kibumba en territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu. Cette infiltration est précisément constatée dans le parc des Virunga qui s'étend des deux côtés de la frontière rwandaise et congolaise. Les autorités locales allèguent qu'il s'agirait des soldats rwandais.

**Beni: l'insécurité risque d'hypothéquer la tenue des élections, craint la société civile.** La société civile de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu) redoute que la montée de l'insécurité entrave la tenue des élections dans cette région. Le président de cette structure, Gilbert Kambale, a exprimé son inquiétude, dans un entretien accordé mercredi 22 avril à Radio Okapi.

**Ramazani Shadary: «Le PPRD est prêt pour les élections provinciales».** Le président du groupe parlementaire PPRD à l'Assemblée nationale, Emmanuel Ramazani Shadary affirme que son parti est prêt pour les élections provinciales dont le dépôt de candidatures a débuté depuis une semaine à travers le pays. Mercredi 22 avril, le parti présidentiel a lancé la formation des mandataires électoraux

du PPRD, à Kinshasa. Il s'agit des personnes chargées de collecter les candidatures aux provinciales, étudier leur conformité pour les déposer aux Bureaux de réception et traitement de la Ceni.

**Kinshasa: Chadrak Baitshura remplace Félix Kabange à la tête de l'ECT.** Le vice-président de l'Eveil de la conscience pour le travail et le développement (ECT), Chadrak Baitshura, assure désormais la présidence de ce parti de la majorité et est censé l'engager auprès des tiers. Cette option a été levée par les membres du conseil politique de l'ECT réunis mercredi 22 avril à Kinshasa, malgré l'intrusion deux jours durant des services de la police et de sécurité dans les locaux du siège de ce parti pour empêcher cette rencontre.

**Durban: retour au calme après l'intervention de l'armée sud-africaine.** La paix sociale est, depuis quelques jours, revenue à Durban, ville située à 615 km de Pretoria (Afrique du Sud), après deux semaines des actes de xénophobie. Joint mercredi 22 avril au téléphone, Toubi Kuketuka, un Congolais résidant à Durban, a affirmé que ce climat de paix est le fruit de l'intervention de l'armée sud-africaine qui, depuis quelques jours, assure la sécurité des personnes et de leurs biens dans cette ville.

**Julien Paluku confirme l'incursion de l'armée rwandaise au Nord-Kivu.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya a confirmé, jeudi 23 avril, l'incursion de l'armée rwandaise sur le sol congolais notamment dans la localité de Kasizi, en territoire de Nyirangongo (Nord-Kivu). Selon le gouverneur, ces soldats de Rwanda défense force (RDF) sont estimés à une centaine.

**RDC: vers un blocage de la tenue d'élections provinciales à cause des tensions politiques.** En RDC, le dépôt des candidatures pour les élections provinciales prévues pour le 25 octobre 2015 a commencé il y a une semaine sur l'ensemble du territoire national, conformément au calendrier électoral global publié le 12 février dernier. Selon la Commission nationale électorale indépendante (CENI), l'opération de réception et de traitement de ces candidatures se poursuivra jusqu'au 5 mai. Plusieurs bureaux ont été ouverts dans les provinces. "Une centaine de bureaux sont opérationnels dès ce jour. Conformément à notre calendrier, les bureaux de réception et de traitement des candidatures vont s'ouvrir à partir d'aujourd'hui à travers les 171 bureaux qui fonctionnent dans les 145 chefs-lieux de territoires, plus de 20 villes et de 6 antennes de la ville- province de Kinshasa", a déclaré Jean-Pierre Kalamba, le rapporteur de la CENI, qui s'en est félicitée. Recevant le 18 avril le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Said Djinnit, les responsables de la CENI ont fait part des avancées dans la prise en charge des contraintes, avant d'insister sur le fait que l'appui logistique attendu de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) reste indispensable dans la conduite des opérations électorales. Dans sa résolution 2211 (2015), le Conseil de sécurité des Nations Unies autorise la MONUSCO à fournir un soutien logistique pour faciliter la tenue des élections. Le Conseil a décidé que ce soutien sera évalué et réexaminé en permanence en fonction des progrès accomplis par les autorités de Kinshasa dans la conduite des opérations électorales, demandant au gouvernement de la RDC et à ses partenaires nationaux de veiller à la transparence et à la crédibilité du processus électoral. Le Conseil de sécurité a demandé à la RDC d'élaborer rapidement un budget et un code de conduite pour les élections et d'actualiser les listes électorales en toute régularité afin que les élections puissent se tenir dans les temps, en particulier la présidentielle et les législatives de novembre 2016 prévues par la Constitution. Pourtant, la CENI et le gouvernement vont vers l'impasse à cause non seulement des contestations du calendrier électoral par des partis politiques de l'opposition et des membres de la société civile mais aussi et surtout à cause du financement des élections. "Le calendrier publié par la CENI est certes global mais non consensuel, irréaliste, incohérent et viole la Constitution pour les scrutins de 2015", ont déclaré des représentants de partis politiques, des groupes parlementaires de l'opposition ainsi que des organisations de la société civile et de la diaspora, réunis le 14 février 2015 à Kinshasa. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD, au pouvoir), estime pour sa part que le calendrier électoral global est tenable, car le temps qui reste serait suffisant pour organiser les sept scrutins prévus. (Xinhua)

**RDC: plus de 1 200 familles des déplacés en détresse à Komanda.** Plus de 1 200 familles de déplacés vivent sans assistance dans la localité de Komanda, à 75 km au Sud de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Se confiant mercredi 22 avril à Radio Okapi, le président de ces déplacés, Roger Kahindo a jugé utile qu'ils puissent retourner dans leurs milieux d'origine notamment à Beni et Lubero (Nord-Kivu) au lieu de continuer de souffrir.

**Provinciales: inquiétudes de l'UCL sur les contentieux électoraux.** L'Union congolaise pour la liberté (UCL) de Henri-Thomas Lokondo, a retiré mercredi 22 avril au Bureau de réception et de traitement de candidatures (BRTC) de Mbandaka (Equateur), les formulaires de candidatures pour les prochaines élections provinciales. A cette occasion, le président provincial de l'UCL, Janvier Bitu, a

exprimé ses inquiétudes notamment sur le traitement des contentieux électoraux étant donné que les juridictions compétentes n'existent pas dans les nouvelles provinces issues du découpage électoral.

**RDC : l'incursion de l'armée rwandaise est une affaire sérieuse, selon le député Munubo.** Le gouvernement congolais doit prendre au sérieux l'affaire de l'incursion de l'armée rwandaise sur le sol congolais, affirme le député national Juvénal Munubo, au cours d'un entretien jeudi 23 avril à Radio Okapi. Des troupes de Rwanda défense force (RDF) sont entrés sur le sol congolais depuis dimanche dernier. Selon le gouverneur Julien Paluku. Elles sont dans la localité de Kasizi, en territoire de Nyirangongo au Nord-Kivu.

**Goma: des ONG dénoncent les violations des droits de l'homme dans la prison de Munzenze.** Des cas de violations des droits de l'homme au sein de la prison de Munzenze à Goma atteignent actuellement un seuil insupportable, ont estimé plusieurs ONG après l'arrestation de quatre militants du mouvement citoyen Lucha (Lutte pour le changement) la semaine dernière. Cette situation s'illustre par des cas de traitements dégradants et inhumains ainsi que le paiement des sommes d'argent que les anciens détenus imposent aux nouveaux.

**Bas-Congo: 5 personnes assassinées en moins d'une semaine à Moanda.** Cinq personnes ont été assassinées en l'espace de cinq jours dans la ville de Moanda, à plus de 200 kilomètres à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo). La société civile attribue ces attaques aux ex-combattants venus en rassemblement dans le cadre de l'opération de démobilisation, désarmement, réinstallation et réinsertion (DDRR) à la base militaire de Kitona.

Le Centrafricain Romaric Vomatiade en garde à vue à Kinshasa. Le ministre centrafricain du Tourisme, des Arts et de la Culture, Romaric Vomitiade est en garde à vue à Kinshasa. Selon le ministre congolais de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, qui a livré cette information jeudi 23 avril à la presse, il sera extradé vers son pays si la RDC en reçoit la demande. Romarci Vomatiade est accusé de viol sur une mineure de 16 ans à Yaloké, dans le nord-ouest de Bangui. « Il [Romaric Vomitiade] avait demandé une autorisation pour aller se faire soigner et de là il a fui, il a traversé l'Ubangui, et il est allé à Zongo. Lorsque nos services ont été informés, nous avons demandé qu'il soit acheminé à Kinshasa. Il est à Kinshasa en garde à vue », (Radio Okapi)

**Affaire fosse commune : 10 familles à la recherche de leurs proches.** Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a présenté à la justice congolaise dix familles qui sont à la recherche de leurs membres disparus depuis l'opération « Likofi » ou Coup de poing déployée en 2013. Selon le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, qui a donné cette nouvelle à la presse jeudi 23 avril, les investigations se poursuivent pour les disparus de l'opération « Likofi ». Pour l'instant, aucun autre détail n'a été révélé à la presse.

**Vendredi 24 avril.**

**Nord-Kivu : les FARDC sont déployées pour sécuriser les frontières, annonce Julien Paluku.** Après l'incursion des militaires rwandais sur le sol congolais, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku annonce le déploiement des Forces armées de la RDC pour sécuriser les frontières du pays. Dans une interview accordée jeudi 23 avril à Radio Okapi, il a aussi dénoncé «des réunions qui se tiennent en Ouganda et au Rwanda pour déstabiliser le Congo».

**RDC: accalmie à Moanda après une journée tendue.** Un calme précaire a régné ce vendredi 24 avril dans la cité de Moanda à plus de 200 km à l'ouest de Matadi, après plusieurs accrochages entre la police, l'armée et la population locale la veille. Cinq personnes ont été tuées en une semaine dans cette cité, selon la société civile locale. Une situation qui a suscité la colère de la population.

**RDC: des militaires ougandais signalés à Beni.** La société civile de Beni a signalé vendredi 24 avril l'incursion, depuis trois jours, des hommes armés habillés en tenue de l'armée ougandaise (UPDF) dans plusieurs villages du secteur de Ruwenzori (Nord-Kivu). Selon cette structure citoyenne, ces hommes armés sont installés dans les villages de Kalehaleha, Kalindera et Mumbiri. L'administrateur du territoire de Beni parle d'environ deux cents hommes présents dans la zone.

**RDC: la marche de l'UDPS étouffée à Mbuji-Mayi et Kinshasa.** La police a étouffé vendredi 24 avril la marche de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) prévue à Mbuji-Mayi et à Kinshasa. Selon la hiérarchie nationale de ce parti d'Etienne Tshisekedi, les forces de l'ordre ont interpellé son président fédéral du Kasai-Oriental, Denis Kalombo et dix-huit membres. Une marche similaire a été dispersée le même jour à Kinshasa avec l'interpellation du secrétaire général du parti, Bruno Mavungu, son adjoint et quelques sympathisants. Des responsables des services spéciaux de la

police au Kasai-Oriental indiquent à Radio Okapi que l'intervention des forces de l'ordre a été faite sur demande du maire de Mbuji-Mayi. Les responsables de l'UDPS affirment avoir informé, en début de semaine, le maire de Mbuji-Mayi de leur intention d'organiser une marche pacifique vendredi, pour réclamer une enquête internationale sur le dossier des fosses communes de Maluku à Kinshasa. Une requête que l'autorité urbaine a rejetée. A Kinshasa, une marche similaire prévue le même jour a également été dispersée par la police, indiquant que cette activité n'a pas été autorisée. (Radio Okapi)

**RDC : des acquis et des ratés en 25 ans de démocratisation, selon Mfumu Ntoto.** 24 avril 1990-24 avril 2015. Cela fait 25 ans que le feu président congolais, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendo wa Zabanga, déclençait le processus de la démocratisation du pays en annonçant le multipartisme. Interrogé sur cette question, le président de la troisième voix, Mfumu Ntoto dresse un bilan à la fois « très positif et très négatif » de ce quart de siècle du processus de démocratisation. Dans le compte des acquis, Mfumu Ntoto note le passage du monopartisme au pluralisme politique. Avant le 24 avril 1990, le pays ne comptait qu'un seul parti : le Mouvement populaire pour la révolution (MPR). À ce jour, la RDC compte quatre cent soixante-dix-sept (477) partis politiques, toutes tendances confondues, enregistrés au ministère de l'Intérieur. Un autre point positif est que la RDC ait pu organiser des élections démocratiques à deux reprises. **Absence des partis politiques.** Le bilan très négatif, souligne Mfumu Ntoto, parce que dans notre pays, que ça soit à l'opposition, que ça soit à la Majorité ou au pouvoir actuel comme dans tous les autres pouvoirs que nous avons connus, il n'y a pas de partis politiques au Congo. À en croire le président de la troisième voix, la RDC ne compte que des organisations « tribales, ethniques et régionales » et non des partis politiques. Cet aspect est à placer dans le compte des ratés que le pays a enregistrés après 25 ans du processus de démocratisation. « Il n'y a pas une contraction exacte entre les idées, les visions, les projets de société et les idéologies. Le socialisme congolais n'a aucun fondement historique par rapport à notre histoire ; le libéralisme congolais n'a aucun fondement historique par rapport à notre existence ; et non plus l'unitarisme et le fédéralisme », s'est plaint Mfumu Ntoto. Il souligne : « le débat politique au Congo n'existe pas au sein des partis ». Mfumu Ntoto ajoute que le sens de l'équilibre des pouvoirs entre les institutions du pays fait cruellement défaut et biaise les 25 ans du processus de la démocratisation. « Il règne encore, d'après lui, une dictature institutionnelle », déclare-t-il. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu : un notable et un officier FARDC cités dans le réseau de « Manoti ».** Le procès de Jean-Emmanuel Biritsho « Manoti » et ses co-accusés s'est poursuivi jeudi 23 avril à Rutshuru-centre au Nord-Kivu. Lors de sa déposition devant le tribunal, il a cité d'autres présumés membres de son réseau. Parmi eux, il y a un haut officier des Forces armées de la RDC, un notable du territoire et un responsable d'un groupe armé actif dans le territoire.

**Beni : 5 personnes tuées par machettes par des ADF.** Cinq personnes ont été tuées jeudi 23 avril dans le village Kalongo, localité Kipera, à 6 kilomètres au Nord-Ouest d'Oïcha (Nord-Kivu), à l'aide des machettes par des présumés ADF. Selon des sources de la société civile locale, des hommes armés ont fait une incursion dans ce village vers 19 heures locales où ils ont ces hommes.

**Samedi 25 avril.**

**Bas-Congo: un des présumés auteurs des meurtres de Moanda aux arrêts.** La police a arrêté vendredi 24 avril un des présumés auteurs des meurtres et insécurité perpétrés jeudi dans la cité de Moanda dans le Kongo central (ex-Bas-Congo). Le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, l'a affirmé dans une interview accordée à Radio Okapi. Il a indiqué que ce bandit armé serait jugé publiquement « dans les heures qui suivent » et que la police continuait à traquer les autres criminels.

**RDC-Rwanda: les experts installent des GPRS à la frontière.** La commission technique mixte chargée de la délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda a procédé vendredi 24 avril au placement des GPRS (General Packet Radio Service) à certains endroits stratégiques des deux pays, notamment au Mont Goma ainsi qu'au Mont Kama. Le but est d'identifier à partir de ces deux points GPRS, les bornes fixées par le colonisateur en 1911. Par la même occasion, les experts des deux parties ont visité les bornes 1 jusqu'à 5, situées entre la grande et petite barrière. Selon Rachidi Tumbula, un des experts de la commission mixte RDC-Rwanda, toutes ces bornes se trouvent en ce moment soit dans des habitations privées ou dans les quartiers, du côté rwandais comme congolais.

**Malemba Nkulu: la rougeole tue plus de 20 enfants en 2 semaines.** Une vingtaine d'enfants sont décédés suite à la rougeole ces deux dernières semaines dans la zone de santé de Malemba Nkulu au nord-ouest de Lubumbashi (Katanga). Il s'agit des chiffres avancés vendredi 24 avril à Kamina par le médecin chef de cette zone de santé dans un entretien avec Radio Okapi. Le président de la société civile de Malemba Nkulu estime que cette maladie tue ces jours-ci trois à quatre enfants chaque jour. L'absence des produits pharmaceutiques est l'une des causes des décès d'enfants dans la zone de santé

de Malemba Nkulu. Celle-ci connaît des difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques, a indiqué le médecin chef de cette zone de santé, Dr Yves Monga Ngoy. (radio Okapi)

**Goma: sit-in des opposants pour la libération d'Ernest Kyaviro et Patrick Mundeke.** Une centaine de militants de l'opposition de Goma, avec à leur tête le RCD/KML, ont fait un sit-in vendredi 24 avril devant le cabinet du gouverneur du Nord-Kivu. Les manifestants tenaient à exiger la libération de leurs camarades en détention à Kinshasa. Il s'agit notamment d'Ernest Kyaviro et Patrick Mundeke. «Nous sommes venus soutenir l'honorable Kyaviro, Patrick Mundeke et les militants de la Lucha [le mouvement citoyen Lutte pour le changement], qui sont arrêtés arbitrairement depuis un certain temps», a déclaré Ngulumira Amini du RCD/KML, au milieu de la foule. Par cette action, les manifestants voulaient donner un signal fort au pouvoir en place, «parce que c'est le pouvoir qui les détient arbitrairement dans des prisons.» Jusque-là, rappelle la même source citant les lois congolaises, les personnes concernées sont présumées innocentes, jusqu'à ce que leur culpabilité soit établie par le juge. Ngulumira Amini dénonce un règlement de compte contre ces activistes et opposants politiques. (Radio Okapi)

**Kinshasa: 250 ex-étudiants de Bel Campus réclament leurs diplômes.** Les diplômés de la faculté de médecine de l'Université technologique Bel Campus de Kinshasa édition 2012-2013 ne peuvent ni effectuer des stages, ni prestre dans une formation médicale quelconque, faute des documents académiques. En effet, plus de 250 de ces diplômés qui ont déjà payé tous les frais relatifs au retrait des leurs diplômes ne sont toujours pas servis. Toutes les démarches entreprises auprès des autorités académiques se sont avérées vaines. Contacté par Radio Okapi à ce sujet le Recteur de cette institution universitaire, Albert Essanga Tolongo, assure que la commande a déjà été faite à la Banque centrale du Congo (BCC) et que ces documents seraient bientôt disponibles. «C'est un problème très simple. Nous avons épuisé le stock de diplômes qui se trouvait chez nous, et nous avons eu le réflexe de passer déjà commande. Nous avons passé commande de mille diplômes. Et ça fait bientôt, si mes souvenirs sont bons, deux mois que ce n'est pas encore de retour.» (Radio Okapi)

**RDC-Rwanda: les experts installent des GPRS à la frontière.** La commission technique mixte chargée de la délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda a procédé vendredi 24 avril au placement des GPRS (General Packet Radio Service) à certains endroits stratégiques des deux pays, notamment au Mont Goma ainsi qu'au Mont Kama. Le but est d'identifier à partir de ces deux points GPRS, les bornes fixées par le colonisateur en 1911. Par la même occasion, les experts des deux parties ont visité les bornes 1 jusqu'à 5, situées entre la grande et petite barrière.

**Dimanche 26 avril.**

**RDC: le gouvernement appelé à garantir les droits humains.** Réunis au sein de la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands lacs (LDGL), des activistes des droits du Rwanda, Burundi et de la RDC, recommandent au gouvernement congolais de garantir les droits humains et la sécurité des citoyens en cette période préélectorale.

**RDC : les Ituriens exhortés à bien choisir les dirigeants de leur future province.** Le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation et Affaires coutumières, Salomon Banamuhere invite les habitants de la future province de l'Ituri à opérer des choix judicieux de leurs différents dirigeants. Il a lancé cet appel, samedi 25 avril, dans le cadre de la Campagne nationale de vulgarisation sur la décentralisation, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri.

**Equateur: plaidoyer pour l'amélioration du climat des affaires.** Des opérateurs économiques de l'Equateur plaident pour l'amélioration du climat des affaires dans cette province du pays. Ils ont exprimé leur souhait, vendredi 24 avril, à la clôture de la conférence provinciale sur le climat des affaires à l'Equateur, tenue à Mbandaka, chef-lieu de la province. Pour l'amélioration de ce climat à l'Equateur, le délégué du Comité de pilotage pour l'amélioration des affaires et des investissements (CPCAI), Dieudonné Ngwasi a donné des pistes de solutions : «Il faut réformer le climat des affaires. Cette réforme passe beaucoup de choses notamment la transparence. Il faudra répertorier tous les impôts et taxes que l'opérateur économique est appelé à payer à l'Equateur. Cela passe aussi par l'amélioration des états d'infrastructures presque délabrées. Il y a aussi l'énergie électrique qu'il faut améliorer». Pour inciter les investisseurs à venir à l'Equateur, Dieudonné Ngwasi, estime qu'il faut également améliorer l'état des cours et tribunaux en vue d'assurer la sécurité juridique et judiciaire. Il soutient également la vulgarisation de droit sur l'Organisation de l'harmonisation des droits des affaires (Ohada) dans cette partie du pays. L'organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada) permet aux investisseurs de disposer d'un même cadre légal et des mêmes instances d'arbitrage en cas de conflit. (radio Okapi)

**Provinciales: le PPRD a formé 460 mandataires électoraux.** Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a formé, du 22 au 26 avril à Kinshasa, 460 mandataires électoraux qui seront bientôt délégués auprès de différents BRTC de la Ceni qui reçoivent depuis plus d'une semaine les candidatures des élections provinciales.

**Nord-Kivu: une maladie fait environ 576 cas dans la zone de santé de Kayna.** Une maladie qui s'apparente au paludisme a fait environ 576 cas, en quatre mois, dans la zone de santé de Kayna, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). Le nombre de personnes décédées de cette maladie n'a pas été révélé à Radio Okapi. La société civile du groupement Tama et Itala lance un cri d'alarme et appelle les autorités sanitaires de la zone de santé de Kayna à enquêter le plus tôt possible sur cette maladie qui provoque de fortes fièvres et de l'anémie aux patients.

**Equateur: la campagne contre la polio débute fin avril.** Le gouvernement provincial de l'Equateur organise, du 30 avril au 2 mai, la campagne de vaccination contre la polio oral dans plus de 60 zones de santé de cette province. Dans un communiqué remis à la presse, le ministre provincial de la Santé de l'Equateur, Jeran-Marcel Mpetshi Ilonga a invité les parents à ne pas hésiter à se présenter aux vaccinateurs avec leurs enfants dont l'âge de 0 à 5 ans.

**Ituri: des bâtiments publics endommagés après un orage à Mambasa.** Des bâtiments publics ont été endommagés à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue, samedi 25 avril, à Mambasa à plus de 165 km au Nord de Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Selon la société civile locale, cette pluie accompagnée d'orage a emporté la toiture de la salle d'opération de l'Hôpital général de référence de Mambasa ainsi que les toitures d'un bâtiment de l'Ecole primaire Kombou.

**Kinshasa: 4 131 candidats ont passé le test pour les postes permanents de la Ceni.** Environ 4 131 candidats ont passé, dimanche 26 avril, le test pour les postes permanents de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Kinshasa. Ces candidats ont concouru pour les 91 postes réservés pour la ville-province de Kinshasa alors qu'à travers le pays plus de 100 000 candidats ont passé ce même test pour les 1010 postes.

**Maniema: plus de 3 000 hectares de champs de riz ravagés à Kibombo.** Des insectes proches des mouches-blanches ont, depuis quelques jours, ravagé plus de 3 000 hectares de champs de riz dans le territoire de Kibombo (Maniema). Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a livré cette information au cours d'une rencontre organisée du 20 au 21 avril, avec ses partenaires à Kindu, chef-lieu du Maniema. Les humanitaires craignent que cette situation puisse provoquer la famine dans cette partie du Maniema qui connaît déjà 13,8% de malnutrition dont 3% de cas déclarés comme malnutrition aiguë sévère.

**Lundi 27 avril.**

**Elections provinciales: les candidats ne se bousculent pas à Kinshasa.** Lancée depuis plus d'une semaine, l'opération de dépôt des candidatures pour les élections provinciales se poursuit timidement à Kinshasa. Les candidats ne s'empressent pas. Au bureau de réception et de traitement des candidatures de la place YMCA à la commune de Kalamu par exemple, la première candidature a été enregistrée dimanche 26 avril.

**Ituri : l'UPC de Thomas Lubanga prépare ses candidats aux provinciales.** L'Union des patriotes congolais de Thomas Lubanga a organisé samedi 25 avril à Bunia (Province Orientale) une séance de formation et d'information à l'intention de ses candidats aux provinciales 2015. Selon le président intérimaire de ce parti de l'opposition, John Tinanzabo, le but est de fournir à leurs postulants des connaissances sur le rôle du député provincial à l'assemblée. Se référant aux expériences du passé, il a indiqué que les députés provinciaux se sont souvent compromis dans leur responsabilité de vote des gouverneurs et sénateurs. «Tenant compte des expériences du passé, nous avons estimé que nos candidats devraient être préparés en amont parce que la responsabilité de siéger au parlement ou dans les assemblées est une responsabilité politique importante », a affirmé John Tinanzabo. Il a indiqué que les candidats doivent avoir «une certaine formation politique et idéologique pour se comporter en responsable lorsqu'ils seront élus». «Il faudrait qu'ils sachent exactement ce que sont les assemblées, quel rôle on joue dedans, et qu'est-ce que le parti attend d'eux, et qu'est-ce que la population attend de leur service», a poursuivi John Tinanzabo. (Radio Okapi)

**Sud-Kivu : une ONG déplore le délabrement des routes nationales.** Les routes nationales numéros 2 et 5 au Sud-Kivu sont délabrées, a déploré l'ONG Cadre des femmes congolaises pour la paix et le développement (CAFECO). Elles comptent de nombreux bourbiers et des ponts cassés. Pour la coordinatrice de CAFECO, Aimée Matabaro, le gouvernement provincial du Sud-Kivu doit doter l'Office des voiries et drainage (OVD), de fonds nécessaires pour leur réhabilitation.



**Nord-Kivu : les FARDC en patrouille pour faire face à l'incursion de l'armée ougandaise.** Le Commandant du secteur opérationnel grand Nord et de l'Opération « Sokola 1 », le général Muhindo Akili Mundosi a affirmé que des patrouilles de combats des unités spéciales des FARDC sont organisées depuis dimanche dans plusieurs villages du secteur de Rwenzori au Nord-Kivu. Dans une interview accordée à Radio Okapi, il a indiqué que cette décision vise à défendre l'intégrité du territoire national contre l'incursion de l'armée ougandaise sur le sol congolais.

**Bunia: un mort dans une embuscade tendue à Miala.** Une camionnette est tombée dans une embuscade tendue par des hommes armés dans la nuit de samedi à dimanche à Miala, un village situé à 10 kilomètres au Nord de Bunia (Province Orientale). Une personne a été tuée, selon des rescapés qui soupçonnent des éléments de l'armée régulière, dont un poste se trouve dans les parages, d'être à la base de cette situation.

**RDC : Joseph Kabila invite les acteurs de la justice au changement de mentalité.** Le président de la République, Joseph Kabila invite tous les acteurs du secteur de la justice au changement de mentalité. Le chef de l'Etat congolais s'exprimait lundi 27 avril, à l'ouverture des états généraux de la Justice à Kinshasa. Ce forum réunit les experts de l'appareil judiciaire pour faire une autocritique et prendre des mesures pour l'améliorer. Les participants sont appelés à réfléchir, du 27 avril au 2 mai, sur les maux qui rongent le secteur notamment la corruption, la politisation de la justice qui porte ainsi atteinte à son indépendance, l'impunité et l'iniquité dans les cours et tribunaux. Face à tous ces problèmes, Joseph Kabila préconise le changement de mentalité. « Ce qui importe, c'est le changement des mentalités de tous les acteurs du secteur de la Justice qui doivent en toute circonstance avoir un comportement exemplaire qui inspire la confiance et le respect des citoyens », a déclaré le chef de l'Etat. Il a affirmé avoir demandé l'organisation de ce forum pour une réforme institutionnelle du secteur de la justice. « Si j'ai demandé au Gouvernement d'organiser les présentes assises, c'est parce que j'ai une conviction profonde qu'en dépit des avancées que nous enregistrons sur le terrain des réformes institutionnelles dans le secteur de la justice, les comptes sont loin d'être faits sur ce qui intéresse les justiciables», a ajouté Joseph Kabila. Pour lui, chaque citoyen doit avoir accès à son juge naturel. « Il s'agit de ce qui touche à la dignité de l'homme, à la sécurité de son patrimoine et aux transactions grâce auxquelles il participe à la création de la richesse nationale. Pour rencontrer ces aspirations, l'accès à la justice demeure un impératif majeur afin que chaque citoyen où qu'il soit accède à son juge naturel pour faire valoir ses prétentions », a aussi ajouté le président Joseph Kabila. (Radio Okapi)

**Rutshuru: les humanitaires préoccupés par la découverte des mines anti-char.** En l'espace d'une semaine, trois mines anti-char ont été découvertes dans le territoire de Rutshuru. Cette situation préoccupe les humanitaires et la population locale. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a encouragé lundi 27 avril les habitants de ce territoire à dénoncer les poseurs de ces engins de mort, mais aussi à rester calme et vaquer à leurs occupations.

**RDC: l'opposition s'inquiète de l'indisponibilité de Malumalu.** L'opposition politique se dit inquiète de l'indisponibilité du président de la Commission électorale indépendante (Ceni), abbé Apollinaire Malumalu. Une délégation des présidents de partis politiques et des groupes parlementaires de l'opposition l'a signifié lundi 27 avril à Kinshasa lors d'une rencontre avec le bureau de la Ceni, axée les propositions et les préalables des opposants à l'organisation de prochaines élections en RDC.

**Tensions à Bujumbura: afflux des réfugiés burundais à Uvira.** Plus de 2800 réfugiés burundais ont été déjà enregistrés, à la date du vendredi 24 avril, par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) dans les territoires d'Uvira et de Fizi au Sud-Kivu. Ces réfugiés, qui traversent sporadiquement en masse depuis fin mars dernier, disent avoir fui «l'enrôlement forcé dans la milice du pouvoir» au Burundi voisin. Les services congolais aux frontières s'attèlent à leur enregistrement.

**Matata Ponyo impose des restrictions budgétaires aux ministres.** Toutes les dépenses autres que celles liées aux rémunérations et fonctionnement doivent être soumises à l'appréciation du Premier ministre. Ainsi en a décidé Matata Ponyo dans sa circulaire du 20 avril 2015 adressée aux membres de son gouvernement. Cette décision est consécutive aux évolutions récentes de l'économie mondiale ainsi que certains facteurs conjoncturels endogènes qui, selon le chef du Gouvernement, ont entraîné une baisse sensible de recettes. Puisqu'il revient au gouvernement d'ajuster ses dépenses et d'observer avec rigueur l'affectation et l'utilisation des ressources disponibles, Matata Ponyo a instruit, tel que prévu par la législation en matière des finances publiques, que toutes les dépenses, en dehors de celles relatives aux rémunérations et fonctionnement, soient désormais soumises à son appréciation et obtenir préalablement son aval. De manière claire, les membres du gouvernement sont ainsi interdits

d'engager toutes les dépenses non prises en compte dans le budget de fonctionnement de leurs cabinets respectifs, «sauf en cas d'autorisation expresse du Premier ministre.» Pour le Gouvernement, il est question de mobiliser de moyens nécessaires afin de faire face aux impératifs de mise en place et d'installation de nouvelles structures et entités ainsi qu'aux échéances politiques à venir. Selon le compte-rendu de la troïka stratégique du Gouvernement du 20 avril dernier, le solde des opérations financières de l'Etat, au 17 avril 2015, est déficitaire de 107,27 milliards de francs congolais, résultant des recettes de 130,87 milliards francs (30% de réalisation), et de dépenses de 238,14 milliards de francs (58% d'exécution). Ce niveau de déficit se justifie essentiellement par la paie et les transferts aux provinces exécutés respectivement à 91% et 106%. En attendant le probable rééquilibrage budgétaire, le Premier Ministre recommande au ministre d'Etat chargé du Budget et le ministre des Finances de veiller, dans l'exercice de leurs prérogatives en matière d'exécution des dépenses, au respect de ces directives. (Radio Okapi)

## **Mardi 28 avril.**

**RDC: 53 millions USD pour la sécurisation des élections.** Le comité de pilotage des élections a présenté un budget de plus de cinquante-trois millions de dollars américains pour assurer la sécurisation des élections en RDC, au cours d'une séance qui a réuni lundi 27 avril à Kinshasa des membres du gouvernement, de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), de la police ainsi le corps diplomatique. A cette occasion, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evarite Boshab, a réaffirmé la détermination du gouvernement congolais pour la tenue des élections crédibles et apaisées dans le respect du calendrier électoral.

**EPSP: l'examen de dissertation n'est pas conditionné au paiement des frais scolaires.** L'inspecteur général de l'Enseignement primaire et secondaire, Michel Djamba Kaombe autorise à tous les candidats finalistes de passer les épreuves de dissertation à travers le pays. Au cours d'une émission lundi 27 avril à Radio Okapi, il a indiqué que la participation à ces épreuves hors session ne doit pas être conditionnée par le paiement total des frais scolaires. «Tous les enfants doivent présenter leurs dissertations. Aucun chef d'établissement et aucun inspecteur chef du centre n'a pas le pouvoir d'empêcher un élève de présenter la dissertation parce qu'il n'a pas payé le frais scolaire. Celui qui empêchera un candidat de présenter l'épreuve aura des problèmes avec l'administration», a averti Michel Djamba Kaombe. A propos des frais scolaires, il a estimé que les élèves ont encore tous les temps pour les payer. (Radio Okapi)

**RDC: le ministre Thambwe Mwamba veut désengorger les prisons du pays.** Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux et Droits humains, Alexis Thambwe Mwamba s'engage à désengorger les prisons du pays notamment celle de Makala, où près de 70% de personnes sont détenues à titre préventif. Alexis Thambwe Mwamba a annoncé cette décision, lundi 27 avril, à l'ouverture des travaux des Etats généraux de la Justice à Kinshasa.

**RDC: Théophile Mbemba interdit la pratique «droit d'auteur» dans les universités.** Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (Esu), Théophile Mbemba a interdit le marchandage des syllabus et la pratique dénommée «Droit d'auteur» dans les institutions d'enseignement supérieur et universitaire de la République démocratique du Congo (RDC). Il l'a dit lundi 27 avril, au terme de sa mission officielle à Kisangani en Province Orientale.

**RDC-Burundi: les FARDC appelées à renforcer la sécurité à la frontière.** La nouvelle société civile de Sange invite les FARDC à renforcer la sécurité à la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Burundi. Le coordonnateur de cette structure, Bernard Kadogo, a lancé cet appel dimanche 26 avril lors d'une conférence de presse à Sange, cité située à 70 kilomètres au Sud de Bukavu dans le Sud-Kivu.

**Beni: les FARDC prennent le contrôle d'un camp des ADF à Baruku.** Les forces armées de la RDC ont repris dimanche dernier le contrôle d'un camp des rebelles ougandais des ADF à Baruku, situé entre les rivières Bango et Semuliki, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Le commandant de l'opération « Sokola 1 », le général Muhindo Akili, qui a livré cette information mardi 28 avril à Radio Okapi, a affirmé qu'un chef a aussi été tué pendant les combats.

**Provinciales: l'Hôtel de ville de Kisangani accusé de bloquer les dépôts de candidatures.** Des candidats à la députation provinciale accusent l'Hôtel de ville de Kisangani (Province Orientale), d'entraver l'opération de dépôt des candidatures aux Bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC) de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Ils disent être

bloqués au niveau du notaire de cette marie, Georges Kamonyi, qui leur demande des frais exorbitants pour la légalisation des photocopies des titres académiques ou autres.

**Nord-Kivu: un rebelle FDLR tué dans des combats avec les FARDC à Katwiguru.** Un rebelle rwandais des FDLR a été tué lundi 27 avril lors des combats qui ont opposé cette faction rebelle à l'armée congolaise dans le village de Katwiguru à Rutshuru (Nord-Kivu). L'information a été livrée par des sources militaires de la région. Ces sources accusent les populations de cette contrée de collaborer avec ces rebelles hutus rwandais.

**Examen d'Etat 2015: 750 000 finalistes participent à l'épreuve de dissertation.** Plus de sept cent cinquante mille élèves ont participé ce mardi à l'épreuve de dissertation organisée en RDC dans le cadre de l'Examen d'Etat (Exetat) 2015. L'Inspecteur général de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (EPSP), qui a livré ce chiffre, se félicite du bon déroulement de cette épreuve sur tout le territoire national. Cependant un centre hors frontière a enregistré beaucoup d'absence suite à la situation sécuritaire qui prévaut au Burundi. Il s'agit de celui de l'école consulaire de Bujumbura.

**Mercredi 29 avril.**

**Grands Lacs: les acteurs de la société civile à Entebbe pour évaluer l'accord d'Addis-Abeba.** Le cadre de consultation régionale des délégués des organisations des sociétés civiles de la région des Grands Lacs s'ouvre ce mercredi 29 avril à Entebbe en Ouganda. La rencontre vise à accompagner l'initiative régionale de la société civile en vue de l'application, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de l'accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région. Ce cadre, qui va réunir les représentants des sociétés civiles de la RDC, du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda, vise à mettre en place des groupes capables d'influencer les gouvernements de la région en faveur de l'application de l'accord cadre d'Addis-Abeba. Il s'agit également de renforcer le forum de la société civile de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), mais aussi la confiance entre les pays concernés. A la veille de l'ouverture de cette rencontre, l'équipe pédagogique a procédé à la validation des matières à débattre, selon les six thématiques inscrites dans leur agenda de travail. Pour Thomas D'Aquin Muiti, président de la société civile du Nord-Kivu, les organisations de la société civile sont des acteurs de changement. Et pour ce faire, elles doivent amener les gouvernements de leurs pays respectifs et la communauté internationale à s'acquitter de leurs engagements dans le cadre de l'accord cadre d'Addis-Abeba signé le 24 février 2013. Cette réunion est organisée par le bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs. Ouverte mercredi 29 avril, elle va se clôturer jeudi 30 avril. Onze pays africains ont signé l'accord-cadre d'Addis-Abeba le 24 février 2013 pour permettre le retour de la paix dans la région des Grands Lacs et dans l'Est de la RDC en proie à des groupes armés nationaux et étrangers. Les chefs d'État de Grands Lacs s'étaient engagés à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins ; et à ne pas soutenir, de quelque façon que ce soit, les groupes armés. (Radio Okapi)

**RDC: Matata Ponyo lance la campagne de vaccination contre la polio.** Le lancement de la semaine africaine de vaccination contre la poliomyélite a eu lieu mardi 28 avril. La cérémonie officielle s'est déroulée dans le nouveau centre de santé de Mbankana à 150 km de Kinshasa sous l'égide du Premier ministre Matata Ponyo. Plus de deux millions d'enfants qui naissent chaque année en RDC vont désormais bénéficier du vaccin anti poliomyélite inactivé.

**Kalemie : une femme enceinte meurt en chemin à la recherche d'un hôpital.** Une femme enceinte, la trentaine, est morte dans la nuit de dimanche au lundi 27 avril en cours de route dans le village de Kisonja situé à 60 kilomètres sur l'axe Kalemie-Bendera au Nord de Kalemie (Katanga). Espérance Kayite a ressenti des contractions pour accoucher. Faute d'hôpital dans son village, elle était obligée de chercher un centre hospitalier dans un village voisin, distant de 4 kilomètres.

**Kinshasa: une ONG lance le projet de mobilisation pour des élections citoyennes.** La Synergie congolaise pour les élections a lancé, mardi 28 avril, le projet de mobilisation des scrutins citoyens à Kinshasa. Cette structure se propose, à travers son projet, de mobiliser les Kinois pour une participation massive et de qualité aux élections à venir.

**Bandundu : le Palu exige l'annulation des tests de recrutement de la Ceni à Gungu.** Les militants du Parti lumumbiste unifié (Palu) exigent l'annulation « pure et simple » du test de recrutement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à Gungu au Bandundu. Ils sont descendus dans la rue pour manifester leur mécontentement.

**Kinshasa: présentation du projet du plan triennal de la police nationale.** Le gouvernement congolais a présenté, mardi 28 avril, le projet du plan triennal de l'Inspection générale de la police

nationale à ses différents partenaires, à Kinshasa. Ce document non encore chiffré a été mis à la disposition des ambassadeurs et autres partenaires du gouvernement pour discussions et enrichissements en vue de doter l'Inspection générale de la police des moyens pouvant lui permettre de remplir ses missions notamment d'assurer la protection des personnes et de leurs biens.

**Province Orientale: le bateau ITB Kokolo est arrivé à Kisangani.** Le bateau ITB Kokolo rénové a accosté, mercredi 29 avril, au port de la Société congolaise des transports et ports (SCTP), ex-Onatra, sous une surveillance militaire et policière, en présence des membres du gouvernement centrale, conduits par le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation et Affaires coutumières, Salomon Banamuhere Baliene. Des sources de la SCTP renseignent que ce bateau a transporté environ 300 passagers et 48 tonnes de marchandises à bords notamment des riz, des haricots, de vivres frais et autres.

**Katanga: des camions chargés des cuivres interceptés au poste frontalier de Mokambo.** La Direction générale des douanes et accises (DGDA) et l'Office congolais de contrôle (OCC) ont intercepté, dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 avril, dix camions chargés de concentrés de cuivre au poste de Mokambo, frontalier avec la Zambie. Selon les responsables de ces services de l'Etat, ces engins, sans documents appropriés, voulaient sortir frauduleusement de la RDC avec ces minerais. Les mêmes sources rapportent que ces camions en provenance du site de Kapolo, en territoire de Pweto à 200 km de Mokambo, appartiendraient à des opérateurs miniers somaliens. (Radio Okapi)

**Nord-Kivu: vive tension à Nyamilima suite au meurtre de 5 habitants.** La situation a été tendue mercredi 29 avril à Nyamilima dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Des sources locales font état des manifestations des habitants qui protestaient contre le meurtre des cinq de leurs, dont les corps décapités ont été retrouvés dans leurs champs à l'ouest de Nyamilima. Cette situation crée déjà une vive tension entre les ethnies Nande et Hutu. L'administrateur de Rutshuru déplore la situation et lance un appel au calme. Ces cinq habitants, tous de cette localité, s'étaient rendus dans leurs champs, il y a deux jours, dans le paysannat de Nyamitwitwi et Kabumbira, à l'ouest de Nyamilima. Et depuis, on n'était resté sans nouvelles d'eux. Ce mercredi matin, les habitants sont allés à leur recherche. Et ils ont retrouvé leur corps sans dans les champs. Attribuant ces meurtres aux membres du groupe ethnique Hutu, les jeunes Nande ont barricadé les routes en y brûlant des pneus. Par la suite, ils ont incendié la maison d'un grand leader local hutu. La police est intervenue pour disperser les manifestants. Et des crépitements de balles ont été entendus jusqu'après la mi-journée. (Radio Okapi)

**Jeudi 30 avril.**

**Ituri: la FRPI pour la reprise du processus de paix avec les FARDC.** Le nouveau chef du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Adirodu Mbadu affirme avoir repris, à travers une agence de l'Onu, la communication avec les autorités de la 32<sup>e</sup> région militaire des FARDC, en Ituri (Province Orientale). Ce chef milicien a fait ces affirmations dans un entretien accordé, mardi 28 avril, à Radio Okapi.

**RDC-Rwanda: les experts annoncent la fin des travaux d'implantation des bornes à la frontière.** Les experts de la commission technique mixte de délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda annoncent la fin des travaux d'implantation de toutes les vingt-deux bornes pour ce jeudi 30 avril. Rachidi Tumbula, un des experts de cette commission mixte, a fait cette annonce, mercredi 29 avril à Radio Okapi.

**Sud-Kivu: 4 000 Burundais demandeurs d'asile enregistrés, selon le HCR.** Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) affirme avoir enregistré, en un mois, environ 4 000 Burundais demandeurs d'asile au Sud-Kivu. Céline Schmitt, porte-parole de la représentation régionale de cette agence onusienne en RDC l'a affirmé mercredi 29 avril à Radio Okapi.

**Nord-Kivu: les FARDC découvrent 4 fosses communes à Beni.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) affirment avoir découvert, mardi 28 avril, quatre fosses communes dans la localité de Bango, en territoire de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources militaires de la région, cette découverte a été faite dans un ancien camp des rebelles ougandais des ADF de baruku déjà reconquis par les Forces armées de la RDC dans le cadre de l'opération Sokola 1 (traduisez en français, nettoyez).

**Nord-Kivu: accalmie à Nyamilima après une journée de tensions.** Une accalmie a été observée jeudi 30 avril dans la localité de Nyamilima, à 40 km au Nord-Est de Rutshuru-centre (Nord-Kivu) après une journée tendue. Les habitants de cette localité protestaient contre le meurtre des cinq de leurs, dont les corps décapités ont été retrouvés dans leurs champs à l'ouest de Nyamilima.

**Goma: libération sous caution de 4 activistes de Lucha.** Les quatre jeunes militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont été libérés sous caution, après près de trois semaines de détention, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Ces jeunes avaient été arrêtés par la police alors qu'ils menaient des actions pacifiques pour réclamer la libération d'autres membres du mouvement citoyen Filimbi, dont deux sont encore en taule à Kinshasa.

**Sud-Kivu: reprise des activités à Lulingu après accrochage entre miliciens et FARDC.** Des activités ont repris, jeudi 30 avril, à Lulingu-centre, en territoire de Shabunda (Sud-Kivu), après des accrochages survenus mercredi entre militaires et Raïa Mutomboki. Ces miliciens ont attaqué une position des FARDC, créant ainsi la psychose et la paralysie des activités dans cette contrée du Sud-Kivu.

**Attaques du 30 décembre 2013: les adeptes de Paul Mukungubila à la barre.** Le procès des adeptes du prophète Paul Mukungubila s'est ouvert ce jeudi 30 avril devant le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe. Vingt disciples du prophète ont comparu à la première audience d'introduction à la prison militaire de Ndolo. Le tribunal les a identifiés et leur a signifié les charges. Ils sont poursuivis pour organisation d'un mouvement insurrectionnel en s'emparant des armes et en s'attaquant à quelques symboles du pouvoir qu'ils ont tenté de prendre par force le 30 décembre 2013 à Kinshasa, Lubumbashi et à Kindu. Le 30 décembre 2013, des jeunes gens avaient fait irruption dans les installations de la télévision nationale RTNC et pris en otage quelques journalistes, après avoir désarmé les militaires de garde. Kinshasa était en émoi. Le même jour, un deuxième groupe avait attaqué le camp militaire colonel Tshatshi à Kinshasa. Mais il avait été vite maîtrisé par les éléments de la Garde républicaine. Un troisième groupe avait tenté, sans succès, de s'emparer de l'aéroport international de N'djili. Des attaques similaires avaient été enregistrées à la fois à Lubumbashi (Katanga) et à Kindu (Maniema). Au total, 103 personnes, dont 94 identifiées comme des adeptes de Mukungubila, ont été tuées dans ces attaques, selon le gouvernement. (Radio Okapi)